

Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

NOMBRE DE CONSEILLERS	DATE DE CONVOCATION	DATE D’AFFICHAGE
En exercice 86	28 novembre 2017	05 décembre 2017
Quorum 75		
Votants 83		
Suffrages exprimés : 77		

Séance du 13 décembre 2017

N°171213-15

L’an deux mil dix-sept, le 13 décembre à 19 h 30, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, en l’Hôtel de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Gérard COLIN, Président,

Étaient présents :

Jean-François ALIGNY, Patrick BARTHÉLÉMY, Maurice BEUFILS, Rémy BELLANGER, Chantal BERTEAU, Pierre-Luc BILLIEZ, Jean-François BOQUET, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BREANT, Jean BUGEON, Hubert BUQUET, Danièle CAMINADE, Raymond CARPENTIER, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Jacques CHEVALLIER, Jean-Claude CLAIRE, Gérard COLIN, Jean-Michel COLOMBEL, Jean-Marc COPPENS, Odile COUROYER, Enrick DE BRABANDERE, Stéphane DEGREMONT, Claude DESAEGER, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Philippe DUFOUR, Isabelle DUJARDIN, Isabelle DUJARDIN, Annie DUMENIL, Philippe ETIENNE, Thierry FABAREZ, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Stéphane FOLLIN, Gérard FOUCHÉ, Daniel FREBOURG, Jean-Marie GEORGES, Laurent GODEFROY, Christine GROUT-LIMARE, Françoise GUILLOT, Christiane HERVIEUX, Hervé JOLLY, Pascal LARGILLET, Jacques LEBALLEUR, François-Pierre LECLUSE, Agnès LEDUC, Jacques LEFRANCOIS, Yves LEFRIQUE, Daniel LEGROS, Didier LEMAISTRE, Jérôme LHEUREUX, Jean-Louis LUYPAERT, Françoise MARIE, Paul MENARD, Nicolas MOLETTE, Sylvain MONNIER, Benoît MOREAU, William MOUCHE, Yvon PESQUET, Régis PETIT, Alain POILVE, Joël SALLE, Daniel SEIGNEUR, Michel SERY, Jean-Pierre THEVENOT, Pascal VANIER, Michel VIARD, Patrick VICTOR et René VIMONT.

Étaient absents représentés par le suppléant :

M. Jean-Luc COTARD représenté par M. Olivier TASSEL,
Mme Marie-Pierre VASLIN représentée par M. Bertrand COUTURIER
M. Patrice FAUCON représenté par M. Jean-Paul BEUVIN

Étaient absents excusés avec pouvoir :

M. Bertrand CARPENTIER a donné pouvoir à M. Daniel FREBOURG
M. Philippe CARREIN a donné pouvoir à Mme Odile COUROYER
Mme Dominique CHAUVEL a donné pouvoir à M. Alain POILVE
Mme Brigitte HATTON a donné pouvoir à Mme Agnès LEDUC
M. David LAMBION a donné pouvoir à M. Jean-Claude CLAIRE
M. Michel LIEURY a donné pouvoir à M. Jérôme LHEUREUX
M. Hervé MOUQUET a donné pouvoir à M. Jean-Marc COPPENS
Mme Aurore RAUCH a donné pouvoir à M. Pascal LARGILLET

Absents :

MM Pierre-Yves JEGAT, Alain LETARD et Mme Justine MORTELECQUE

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux) a été élue secrétaire de séance.

*_*_*_*

Objet :

FINANCES – Budget Principal – Provisions - Mise à jour 2017

N°15

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Vu l'article R.2321-2 du CGCT relatif aux provisions,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14, tome 1, une provision doit être constituée par délibération dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité et lorsque le recouvrement des restes à réaliser à percevoir sur le compte de tiers est compromis malgré les diligences du Trésor Public,

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES EXCEPTIONNELS :

Considérant les provisions pour dépréciation d'actifs circulants et pour risques et charges exceptionnels constituées à ce jour,

Considérant l'évolution des contentieux, il est nécessaire :

- de reprendre la provision à hauteur de 39 225 € pour le contentieux indemnitaire de la société Vallois contre la CCCA. La société à l'initiative de ce contentieux estime avoir été évincée à tort lors de la consultation du lot n°3 du marché n° 2015014 « réalisation d'un golf, du club house et d'un bâtiment de maintenance ». Suite au jugement en date du 21 Novembre 2017 la Communauté de Communes doit verser à la société les sommes sollicitées.
- de constituer une provision à hauteur de 7 000 € pour frais de justice concernant la requête introduite par la Commune de Saint Valéry en Caux et 6 conseillers communautaires contre le contrat de DSP du Golf courant mai 2017
- de conserver la provision à hauteur de 3 500 € pour frais de justice pour le contentieux introduit par la CCCA contre les époux Leconte pour le bornage de propriétés contiguës avec les terres du Golf

PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS

Considérant que sur l'état de la trésorerie du 02/11/2017 relatif aux restes à recouvrer du budget principal, il apparait les éléments ci-dessous :

- **Restes à recouvrer antérieurs à 2017 : 170 153.49 €**

Considérant que le montant actuel de la provision en cours sur le budget principal s'élève à 131 522 €.

Considérant que l'analyse des créances en cours fait apparaitre 170 153.49 € de créances dont le recouvrement devient difficile.

Considérant que le très grand nombre de restes à recouvrer ne permet pas d'individualiser la constatation de la provision par créance ; qu'il est proposé de constater une provision pour toutes les créances antérieures au 1^{er} janvier 2017 pour lesquelles le Trésor Public a engagé des poursuites mais qui ne sont pas encore soldées à la date d'établissement de l'état des restes.

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 24 novembre 2017.

Vu l'avis favorable du bureau élargi en sa séance du 30 novembre 2017.

**Le Conseil Communautaire,
après avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés,**

M. Poilvé et Mme Chauvel ne prennent pas part au vote.

- Abstention : MM Godefroy, Sallé, Degremont et Mmes Dujardin (Saint Valery en Caux),
Grout-Limare, Marie

- Contre : M. Fabarez, Foiret, Coppens, Mouquet

- **accepte de constater une provision totale pour risques et charges exceptionnels pour un montant de 10 500 €.**
- **autorise le Président à effectuer un titre de 39 225 € au compte 7875 « reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels » dans le cadre d'une opération semi-budgétaire.**
- **autorise le Président à effectuer un mandat de 7 000 € au compte 6875 « dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels » dans le cadre d'une opération semi-budgétaire.**
- **accepte de constater une provision totale pour dépréciation des actifs circulants pour un montant de 170 153 € représentant les restes à recouvrer antérieurs à 2017 pour lesquels le Trésor Public a engagé une procédure contentieuse. La liste des créances concernées figure dans un état annexe.**
- **autorise le Président à effectuer un mandat de 38 631 € au compte 6817 « dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants » dans le cadre d'une opération comptable semi-budgétaire pour augmenter la provision existante.**

Pour extrait certifié conforme,
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,

Le Président,



Gérard COLIN

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Département de Seine-Maritime
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,

Le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° 15 - Séance du 13/12/2017 est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture : 21/12/2017

Date de publication : 21/12/2017 Le Président,

G. COLIN



Accusé de réception en préfecture
076-200069839-20171213-171213-15-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017